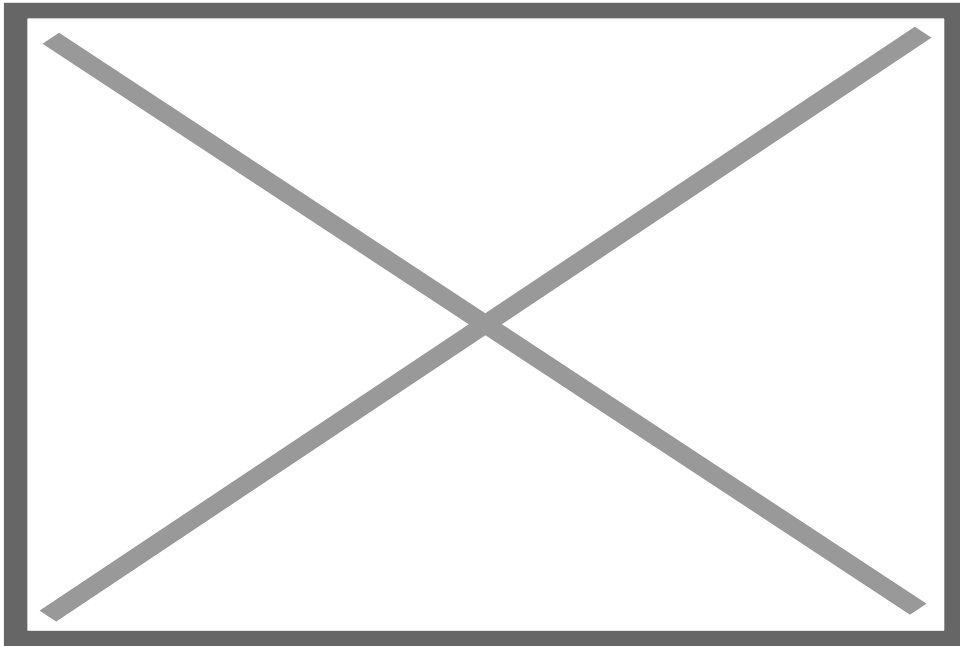


Les sénateurs américains rejettent la loi anti-BDS et pro-Israël

Description

10 janvier 2019 (mise à jour 11 janvier 2019)



WASHINGTON (Maïan) â?? Le Sénat des Etats-Unis a rejeté au cours d un vote de clôture, ce mardi, un projet de loi visant   combattre le boycott d Isra l que mène le mouvement de Boycott, d investissement et sanctions (BDS).

Les sénateurs républicains Marco Rubio, James Risch, Cory Gardner, et Mitch McConnell ont proposé   la discussion au Sénat comme premier projet de loi de 2019, la   loi de 2019 sur le renforcement de la sécurité américaine dans le Moyen-Orient   (S.B.1).

Ce projet de loi protège Israël pour ses violations permanentes des droits humains contre le peuple palestinien et appelle   punir ceux qui s engagent dans le boycott d Isra l pour ses violations du droit international et des droits humains. Les textes législatifs proposés par Rubio inclu ient aussi plusieurs projets de loi   propos de l aide américaine   Israël et   la Jordanie en matière de sécurité, ainsi qu un ensemble de nouvelles mesures contre le régime syrien du président Bashar Assad.

La clôture du débat autour du projet de loi a été repouss e¹ : 56 voix pour contre 44, donc en-dessous du seuil de 60 voix nécessaire   la clôture au sénat des Etats-Unis, tous les démocrates sauf 4 votant contre.

Quarante-trois sénateurs démocrates, dont beaucoup avaient auparavant soutenu les textes législatifs contre BDS, ainsi que les textes en faveur d une aide   Israël en matière de sécurité ont voté contre la clôture du débat sur le projet de loi.

Selon un communiqué de presse de l'Institut pour la compréhension du Moyen Orient (IMEU), le projet aurait aussi inscrit dans la loi une aide de 38 milliards de dollars sur 10 ans à Israël, pour la défense, et aurait protégé les États et les gouvernements locaux qui passent des lois punissant les individus et les entreprises entrainant le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël en soutien des droits humains palestiniens.

Zoha Khalili, avocate chez « Palestine Legal », a déclaré : « Le désir de nos responsables élus de protéger Israël d'un examen de ses violations systématiques des droits palestiniens ne peut justifier de saper nos droits constitutionnels ».

Khalili a souligné : « Ce projet de loi, ainsi que les lois anti-boycott qu'il cherche à encourager, fait partie d'une tentative beaucoup plus large de saper le soutien à la Palestine ».

Rebecca Vilkomerson, directrice générale de « Jewish Voice for Peace », a déclaré : « Les efforts continus pour subvertir les droits constitutionnels par des lois anti-BDS au Congrès sont alarmants. Que des responsables élus, dans les deux chambres, se dressent en faveur de la libre expression et du droit de parler ouvertement contre l'injustice en s'opposant à ces projets est le signe encourageant que s'exprimer en faveur des droits palestiniens est de plus en plus reconnu comme partie intégrante d'un programme progressiste ».

Josh Ruebner, directeur politique de la Campagne pour les droits palestiniens aux États-Unis, a ajouté : « Le vote d'aujourd'hui par les sénateurs démocrates qui empêche de prendre en considération S.1, un projet de loi qui encouragerait les États à punir les personnes boycottant en faveur des droits palestiniens et autoriserait un don de 38 milliards de dollars d'armes à Israël est une étape importante dans la bonne direction, à savoir changer la politique américaine pour soutenir la liberté, la justice et l'égalité du peuple palestinien ».

1 [Note Trad. : Il s'agit d'une procédure appelée « cloture » : contre le blocage d'un projet de loi par des discussions prolongées, cette procédure permet de voter la clôture des débats et de permettre au projet de poursuivre son chemin législatif. La procédure exige maintenant une majorité des 3/5 (soit 60 votes favorables à la clôture des débats).]

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine
Source : [Maannews](#)

date créée
2019/01/14